

Jean Peyrelevade : "La politique de Sarkozy va désespérer les classes moyennes"

LEMONDE.FR | 08.09.08 | 16h49

Jean Peyrelevade, ancien PDG du Crédit Lyonnais, auteur de "*Sarkozy : l'erreur historique*", est revenu sur la politique du chef de l'Etat et sur l'affaire Tapie dans un chat au Monde.fr, lundi 8 septembre.

Achille : En quoi les 60 réformes accomplies ou mises en chantier ne constituent pas une rupture avec les doses homéopathiques antérieures quand il n'y avait pas, tout simplement, renoncement ?

Jean Peyrelevade : Beaucoup des réformes faites sont utiles, voire importantes. Mais aucune ou presque ne porte sur le problème essentiel de l'économie française : la perte de compétitivité de notre appareil productif.

En un mot, Nicolas Sarkozy a changé les freins et la suspension de la voiture, mais nous avons toujours un moteur de 2 CV.

julienmercadal : Ne pensez-vous pas que réformer tout en diminuant le déficit public est tout bonnement impossible dans une période de faible croissance ???

Jean Peyrelevade : Non, je ne pense pas. Nicolas Sarkozy continue à engager des dépenses nouvelles. Pourquoi ne sont-elles pas affectées en priorité à relancer l'investissement mais, au contraire, à essayer d'améliorer le pouvoir d'achat, ce qui est une illusion si la production de richesses elle-même n'augmente pas.

dod : Les 35 heures valaient-elles d'être démantelées ?

Jean Peyrelevade : Je vais répondre de manière provocatrice : oui, certainement, mais elles ne l'ont pas été.

La durée effective du travail est bien renvoyée au dialogue entre partenaires sociaux, mais en continuant à fixer de manière centrale une rémunération majorée de 25 % pour les heures supplémentaires et en y ajoutant l'exonération d'impôt sur le revenu, Nicolas Sarkozy augmente le coût réel du travail au-delà de 35 heures.

Je ne pense pas que ce soit une bonne réforme que de convaincre les Français qu'il faut qu'ils travaillent davantage en faisant payer la majoration par l'Etat.

NEUFVILLE : Que pensez-vous de l'extension des bonus-malus à d'autres produits que les automobiles afin d'inciter le consommateur à avoir une démarche plus écologique ?

Jean Peyrelevade : Ce n'est pas nécessairement une mauvaise mesure, mais elle est gravement insuffisante. Ici encore, on veut faire plaisir à tout le monde. On ne fabriquera pas une économie écologique sans des ressources nouvelles. La fiscalité écologique ne peut donc pas être à solde nul.

Roro75 : Comment réduire la dette publique sans bouleverser les acquis sociaux des Français ? Avez-vous la solution ?

Jean Peyrelevade : Le système de protection sociale français, basé sur la répartition, est une gigantesque mutuelle. Quand les dépenses d'une mutuelle sont supérieures à ses recettes, on procède à un rappel de cotisations. La hausse des cotisations retraite et assurance-maladie est incontournable. On ferait mieux de dire la vérité aux Français.

Romain : Quel financement proposeriez-vous pour le RSA ? Le financement actuel est dénoncé comme injuste puisque touchant exclusivement les classes moyennes (le bouclier fiscal protégeant les hauts revenus).

Jean Peyrelevade : La difficulté est que, dès que le budget est lourdement déficitaire, toute mesure nouvelle doit être financée par une ressource affectée.

Le payeur est alors explicitement désigné, ce qui provoque de sa part une réaction de refus bien compréhensible. En outre, il est désigné à l'ensemble de l'opinion publique comme ayant été jusqu'alors privilégié.

Il est absolument anormal que sur un budget de plusieurs centaines de milliards d'euros on soit incapable de dégager 1,5 milliard de ressources. Ce n'est donc pas le mode de financement qu'il faut critiquer, mais la situation budgétaire.

dupond : L'Etat prélève déjà 55 % de la richesse annuelle produite, et vous parlez d'augmenter les impôts ! Ne faudrait-il pas plutôt faire des économies en baissant de 30 % les effectifs de la fonction publique ?

Jean Peyrelevade : Vos chiffres sont légèrement inexacts. Les dépenses publiques, y compris la Sécurité sociale, se montent effectivement à 52 ou 53 % du PIB, mais les prélèvements obligatoires ne sont qu'à 44 ou 45 %. Le déficit doit être absolument comblé si l'on veut que l'Etat redevienne efficace.

Je ne propose pas d'augmenter les dépenses (les 52 %), mais au contraire d'augmenter les recettes. La première augmentation à laquelle il faudrait procéder, je viens d'en parler, concerne le régime de protection sociale, et donc les cotisations de retraite et d'assurance-maladie. Ce ne sont pas des impôts.

integrateur2000 : Que pensez-vous de la responsabilité des banques dans la crise financière ? On vient d'apprendre la nationalisation des Freddie Mac et Fannie Mae aux Etats-Unis. Faut-il renationaliser une partie des institutions financières en France ?

Jean Peyrelevade : Je ne pense pas que ce soit nécessaire en France. Les banques françaises ont été touchées par la crise des subprimes, certaines de manière

importante, ce que je regrette. Mais pas au point de devoir faire l'objet d'une opération de renflouement par la puissance publique.

La responsabilité des banques dans la crise financière est clairement engagée. Non pas comme acteurs principaux du crime, qui est commis d'abord aux Etats-Unis et qui est le résultat d'une déplorable régulation des activités de crédit immobilier dans ce pays, mais comme complices de la propagation des dégâts.

Il n'y a aucune excuse admissible à l'envahissement des bilans de banques européennes par du papier subprime d'origine américaine.

francoarmenien : Derrière le slogan de Nicolas Sarkozy, qui prônait "la rupture", ne faut-il pas constater la mise en œuvre d'une politique qui accentue les disparités sociales, en favorisant la France d'en haut contre la France d'en bas ?

Jean Peyrelevade : Je pense surtout que la politique de Nicolas Sarkozy va désespérer les classes moyennes.

Vous avez raison, les classes favorisées ont bénéficié de multiples réductions d'impôts, ce qui, dans notre situation budgétaire, est condamnable, et à l'autre extrémité, les exclus vont bénéficier du RSA, après la prime pour l'emploi de Lionel Jospin. Ce qui me paraît plutôt une bonne chose.

Mais entre les deux, c'est la grande masse des classes moyennes qui est la seule à supporter le poids de ces transferts.

free : Pourquoi, selon vous, Sarkozy échoue-t-il à être le président du pouvoir d'achat comme il l'avait promis ?

Jean Peyrelevade : Parce que comme il ne fait pas grand-chose qui permette à l'appareil productif d'être plus compétitif, notre taux de croissance va continuer à diminuer, et que le pouvoir d'achat évolue très exactement au rythme de la production. Si on produit moins, on a moins de pouvoir d'achat.

bree : Sarkozy disait qu'il allait chercher la croissance "avec les dents". Aujourd'hui, le risque de récession n'est pas nul. Que s'est-il passé ?

Jean Peyrelevade : Croire que le pouvoir politique, quel qu'il soit, peut, par une action à court terme, faire varier d'un demi-point ou d'un point de plus le taux de croissance du pays est une illusion bien française.

L'action de politique économique a besoin de temps pour être efficace, de temps et de cohérence. Je pense que Nicolas Sarkozy manque de cohérence et ignore la durée.

En tout cas, il devrait aller voir son dentiste : ses dents ne sont pas efficaces...

lou : Pourquoi nos entreprises ne sont toujours pas compétitives, au regard de notre déficit commercial notamment ?

Jean Peyrelevade : Dans une économie développée, pour être compétitif, il faut innover, concevoir de nouveaux produits, développer la recherche, acheter des machines, mettre des automatismes partout. En un mot, il faut investir.

Contrairement à ce que disent la plupart des hommes politiques, nous n'avons pas besoin de moins de capital, mais de plus de capital. Pour investir, il faut que les entreprises en aient les moyens. C'est-à-dire, affirmation très impopulaire en France, qu'elles aient les marges suffisantes.

Or avez-vous déjà entendu un homme politique vous dire, ce qui est pourtant vrai, que les marges des entreprises françaises sont les plus faibles de toute l'Europe, donc nous perdons peu à peu ce qui nous reste de compétitivité, faute d'investissements.

***eric34* : Comment définissez-vous classe moyenne ? Les bénéficiaires des heures sup', c'est la classe favorisée ? Un couple d'enseignants qui bénéficie de la réduction d'impôt sur les intérêts d'emprunt fait-il partie de la classe supérieure ?**

Jean Peyrelevade : Bien sûr que non. Mais pour mesurer ce que l'on amène ou ce que l'on demande à chaque classe sociale, il faut rapporter le cadeau fiscal qui lui est fait ou le prélèvement auquel on la soumet à son revenu.

Je persiste à penser que l'ensemble des mesures prises par Nicolas Sarkozy a profité en volume davantage aux classes favorisées qu'aux classes moyennes.

En outre, je rappelle une fois de plus que c'est le budget de l'Etat, et donc l'ensemble des contribuables, qui paient le surcoût des heures supplémentaires.

***fly* : En toute objectivité, pensez-vous que la victoire de Bernard Tapie dans l'affaire Crédit lyonnais (dont vous étiez PDG) soit justifiée ?**

Jean Peyrelevade : Je ne pense pas que cette victoire soit justifiée, et je m'exprimerai sur ce sujet mercredi matin à la commission des finances de l'Assemblée nationale.

***oups* : Qu'allez-vous leur dire ?**

Jean Peyrelevade : Je vais me permettre de rappeler un souvenir. En 1986, j'ai négocié pour le compte de l'Etat l'arrivée de Disney en France. Cela a fait l'objet d'un accord entre l'Etat français et Disney. Disney a refusé qu'en cas de litige ce soit la justice française qui tranche, et a exigé une clause d'arbitrage. On m'a expliqué à l'époque que l'Etat ne se soumettait jamais, par principe, à l'arbitrage, sauf en cas d'accord international.

Pour obtenir la construction de Disneyland, il a fallu faire passer devant le Parlement une loi particulière autorisant de manière exceptionnelle, et parce que Disney était une société étrangère, le recours à l'arbitrage.

***Achille* : Le Crédit lyonnais se serait comporté avec toute la transparence requise envers Bernard Tapie ?**

Jean Peyrelevade : Je le crois, mais j'en profite pour rappeler que je n'étais pas président du Crédit lyonnais au moment de la revente d'Adidas.

***julienmercadal* : Le titre de votre livre me semble légèrement excessif et peu en rapport avec ce que vous nous dites sur la politique**

économique du gouvernement ??? Derrière ce livre, est-ce l'économiste réputé et qualifié ou le proche de Bayrou qui parle ???

Jean Peyrelevade : Est-ce que vous l'avez lu ? Je tiens à vous rassurer, le cas échéant. Quand j'ai commencé à rédiger ce livre, en septembre 2007, je n'étais même pas adhérent du MoDem.

Dit autrement, ce n'est pas parce que je suis au MoDem aujourd'hui que j'ai rédigé ce livre, c'est l'inverse. C'est parce que j'ai les idées qui sont exprimées dans ce livre que j'ai rejoint François Bayrou.

modemration_1 : En quoi vos critiques et remèdes diffèrent-ils de ceux d'Attali ?

Jean Peyrelevade : Jacques Attali fait de l'impressionnisme là où j'essaie de peindre un tableau d'ensemble.

Je ne pense pas que le mal français relève de l'accumulation de recettes ponctuelles. Il faut changer le moteur de la voiture, tout le reste est accessoire.

PhB : Qui aujourd'hui porte ou peut porter un projet économique crédible alternatif à celui de l'UMP ? Le PS ? Le MoDem ? Une alliance des deux ?

Jean Peyrelevade : Pour l'instant, vous allez me trouver extrêmement vaniteux, donc je vous présente par avance toutes mes excuses, je pense que le succès de mon livre est aussi dû au fait qu'il est seul dans sa catégorie.

Je serais ravi de discuter économie avec les spécialistes du PS. Mais il faudrait me donner leur adresse.

julienmercadal : Pensez-vous vous présenter à de prochaines élections sous l'étiquette MoDem ???

Jean Peyrelevade : C'est déjà fait, j'étais candidat aux élections municipales à Paris. Pour les prochaines, c'est un sujet que je n'ai pas abordé pour l'instant, ni de près ni de loin, avec François Bayrou.

A mon âge, on ne se rase plus le matin en rêvant d'un destin, et je ferai donc très exactement ce qu'il me demandera.

HaySky : Pensez-vous que Delanoë (s'il est élu par le PS) pourra détrôner Sarkozy en 2012 ? Ferait-il une meilleure politique économique que Sarkozy, selon vous ?

Jean Peyrelevade : Je ne peux juger que sur pièces. Je n'ai pour l'instant aucune idée de ce qu'est la pensée économique de Bertrand Delanoë. Je serais d'ailleurs heureux que vous m'éclairiez.

Une dernière remarque pour nos amis UMP – et il y en a sûrement, ce qui est bien normal – : je leur recommande vivement de lire la dernière interview d'Edouard Balladur sur la situation économique de la France dans un grand journal du soir.

Je me suis demandé s'il y avait le moindre désaccord où que ce soit entre lui et moi, et j'ai gardé son texte, que j'ai dûment annoté. Je ne suis donc pas le seul à avoir un regard critique, même si, bien entendu, comme il est normal en démocratie, la forme de la critique est différente.

Constance Baudry